



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL N° 27

TROISIÈME SESSION, QUARANTIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

TREIZE HEURES TRENTE

Présentation et lecture d'une pétition :

M. EWASKO — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le gouvernement provincial et la ministre de la Santé à s'assurer qu'un médecin de soins primaires soit disponible les fins de semaines et les jours fériés à l'hôpital et au centre de santé de soins primaires de la région de Beauséjour afin de mieux assurer ce service essentiel aux résidents. (S. Paizen, J. Fandych, M. Thomas et autres)

M. le *ministre* SWAN dépose le rapport annuel de l'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi pour l'année qui s'est terminée le 31 décembre 2012.

(Document parlementaire n° 21)

M. le *premier ministre* SELINGER fait une déclaration au sujet de la fin officielle de la mission militaire canadienne en Afghanistan et du retrait de Kaboul des cent derniers soldats qui ont eu lieu aujourd'hui.

M. HELWER et, avec le consentement de l'Assemblée, M. GERRARD font des observations sur la déclaration.

Conformément au paragraphe 26(1) du *Règlement*, MM. GAUDREAU et EICHLER, M^{mes} CROTHERS et DRIEDGER ainsi que M. GERRARD que font des déclarations de député.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M^{me} la *ministre* HOWARD demandant à l'Assemblée d'approuver la politique budgétaire générale du gouvernement.

L'Assemblée reprend également le débat sur la motion de M. PALLISTER voulant que la motion soit amendée par substitution, au passage qui vient après « l'Assemblée », de ce qui suit :

déplore qu'en présentant le présent budget, le gouvernement provincial néglige les priorités des Manitobains et des Manitobaines étant donné :

- a) qu'il n'a pas su annuler les augmentations considérables de taxes et de frais qu'ont imposées les budgets de 2012 et de 2013, notamment celle de la TVP qu'il avait auparavant qualifiée de « ridicule » et qu'il avait promis de ne jamais imposer;
- b) qu'il ne respecte pas les Manitobains puisqu'il a augmenté la TVP sans tenir le référendum qu'exige la loi et qu'il se présentera devant les tribunaux en 2014 afin de retirer de façon permanente le droit des Manitobains de voter lors de hausses considérables de taxes;
- c) qu'il rompt sa promesse d'éliminer le déficit structurel qui se chiffre à presque 400 millions de dollars imputable à des années de mauvaise gestion et de dépenses excessives de sa part, malgré les transferts fédéraux et les recettes publiques records ainsi que les taux d'intérêts historiquement bas;
- d) qu'il n'a pas su faire face à la menace croissante qui guette les services dont dépendent les Manitobains, notamment en matière de soutien social et de santé, et qui sont durement touchés par une dette provinciale excédant 32 milliards de dollars causée par sa mauvaise gestion et ses dépenses excessives, malgré les transferts fédéraux et les recettes publiques records ainsi que les taux d'intérêts historiquement bas;
- e) qu'il rompt sa promesse d'accorder un allègement fiscal aux aînés;
- f) qu'il néglige les Manitobains les plus vulnérables en ignorant les demandes réitérées de l'opposition officielle et des coalitions de lutte contre la pauvreté visant à porter immédiatement à 75 % des loyers médians du marché les taux d'aide au logement offerts dans le cadre du programme d'aide à l'emploi et au revenu;
- g) qu'il n'a pas su alléger le fardeau fiscal des familles à faible revenu;
- h) qu'il ignore les appels répétés de l'opposition officielle et des experts indépendants demandant l'examen de son projet risqué de 25 milliards de dollars visant l'expansion d'Hydro-Manitoba, lequel a déjà entraîné l'augmentation considérable des tarifs d'électricité pour les familles manitobaines et continuera à imposer des augmentations drastiques aux générations à venir;
- i) qu'il n'a pas su stimuler la confiance des entreprises puisque sa bureaucratie excessive freine la croissance économique et qu'il aggrave le climat fiscal déjà peu compétitif en augmentant la TVP;
- j) qu'il continue d'appliquer ses politiques commerciales isolationnistes en ne donnant pas suite aux appels répétés de l'opposition officielle, des principaux employeurs et des groupes industriels demandant son adhésion au nouveau partenariat de l'Ouest,

et qu'il ait, de ce fait, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

Le débat se poursuit sur l'amendement.

Mercredi 12 mars 2014

M^{me} WIGHT, MM. WISHART, GAUDREAU et BRIESE, M. le *ministre* BJORNSON ainsi que M. GRAYDON interviennent. M^{me} la *ministre* BLADY exerce son droit de parole jusqu'à 17 heures et le conserve pour la reprise du débat.

La séance est levée à 17 heures, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 13 h 30.

Le président,

Daryl REID